



Aff N°: C23121362

N° chrono: 1

Date: 17/07/24

# **PLAN GÉNÉRAL SIMPLIFIÉ DE COORDINATION SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ**

## **DECONSTRUCTION PARTIELLE SERRE & CREATION ESPACE EPINIERE ALENYA (66)**

### **MAITRE D'OUVRAGE**

INRAE  
2, Place Pierre Viala  
34060 MONTPELLIER



**apave**

mission de confiance

**Maître d'oeuvre**

CBIT  
24, Rue Victor Hugo  
09 500 MIREPOIX  
France

**COORDONNATEUR SECURITE PROTECTION DE LA SANTE****PHASE DE CONCEPTION**

APAVE INFRASTRUCTURES ET  
CONSTRUCTION FRANCE - PERPIGNAN  
MARAMBAT DAMIEN  
1 AVENUE DE MILAN  
ROCADE ST CHARLES  
66000 PERPIGNAN

**PHASE DE REALISATION**

APAVE INFRASTRUCTURES ET  
CONSTRUCTION FRANCE - PERPIGNAN  
MARAMBAT DAMIEN  
1 AVENUE DE MILAN  
ROCADE ST CHARLES  
66000 PERPIGNAN

Ce document a été établi à la demande du maître d'ouvrage par le coordonnateur SPS pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail. Il est conservé pendant 5 ans par le Maître d'Ouvrage, à compter de la réception de l'ouvrage.

Indice	Additif	Date	Origine et objet des révisions et additifs	N° du document
1	Aucun	17/07/24	PGC établi : Avant envoi du DCE aux entreprises	1

## PRÉAMBULE

Ce document a été établi à la demande du Maître d'Ouvrage par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail.

### Il est fondé sur les principes généraux de prévention, c'est-à-dire :

1. Eviter les risques,
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
3. Combattre les risques à la source,
4. Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,
5. Tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
7. Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment en ce qui concerne les risques liés au harcèlement moral tel qu'il est défini à l'article L1152-1,
8. Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Les principes 1, 2, 3, 5, 6, 7 et 8 sont applicables au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS ; les principes 1 à 9 sont applicables aux entrepreneurs ; les principes 1, 2, 3, 5 et 6 sont applicables aux travailleurs indépendants.

Le Plan Général simplifié de Coordination constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous traitants et des travailleurs indépendants, les dispositions qu'il comporte étant de nature à influencer notamment sur les sommes à engager pour réaliser les travaux.

Les éléments contenus dans ce plan ont force de données de base pour les entreprises contractantes. Celles-ci devront en tenir compte pour établir leur Plan Particulier Simplifié de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le Plan Général simplifié de Coordination est complété et adapté par le coordonnateur en fonction de l'évolution du chantier.

Tous les documents émis par APAVE à l'intention du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, de l'OPC, des entreprises, y compris les entreprises sous-traitantes, sont normalement adressés aux différents destinataires par mail. Les réponses et documents émis par les intervenants à destination d'APAVE le sont également par mail. Les intervenants souhaitant utiliser un autre mode de transmission (forme papier pour les documents volumineux par exemple), doivent en informer le coordonnateur SPS. Les courriels envoyés par APAVE auront comme émetteur nom.prénom@apave.com et comporteront des pièces jointes au format.pdf et/ou .doc, dans lequel nom.prénom correspond au nom et prénom de l'intervenant APAVE qui a validé les documents transmis. Les intervenants du chantier doivent prendre toutes dispositions dans le paramétrage de leur messagerie, afin de permettre la bonne réception des courriels et des pièces jointes.

Risques (Arrêté du 25.02.03)	Exemples de travaux - Liste indicative - Remarques
<b>Chute de hauteur de plus de 3 m.</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ charpente, toiture, étanchéité, pylône, château d'eau, pont, ...</li> <li>■ montage, démontage, utilisation d'échafaudages, de PEMP(1), de PIR (2)</li> <li>■ tranchées de grande profondeur, excavations, terrain escarpé, falaises, ...</li> </ul>
<b>Risques d'ensevelissement ou d'enlèvement</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ tranchées, fouilles, excavations, travaux en pied de talus, ...</li> <li>■ travaux à proximité de stockages de matière pulvérulente, liquide, ...</li> <li>■ sols mouvants, fosses, silos, ...</li> </ul>
<b>Risques électriques :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ contact avec des pièces nues sous- tension &gt; à la TBT (50V. alternatif)</li> <li>■ à proximité de lignes aériennes ou enterrées (HTA - HTB)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ rappels (alternatif) : HTA &lt; 50 KV - HTB &gt; 50 KV</li> <li>■ travaux sur installations électriques au voisinage de pièces nues sous tension</li> <li>■ levage, manutention, montage d'éléments préfabriqués</li> <li>■ utilisation de PEMP(1), de semi, de bennes, d'échafaudages, ...</li> <li>■ terrassement, creusement, tranchées, forages, sondages, ...</li> <li>■ travaux en façade d'immeuble</li> </ul>
<b>Retrait ou confinement d'amiante friable</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ travaux impliquant un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulation</li> <li>■ travaux sur : calorifuge, flocage, bourre / carton d'amiante, tresse, bourrelet, textile, feutre, enduits, plâtre amianté / mortier</li> <li>■ travaux de retrait avant démolition</li> <li>■ travaux de fixation, d'imprégnation, d'enclassement y compris sur installations et équipements industriels, ...</li> </ul>
<b>Exposition à des substances chimiques ou agents biologiques nécessitant une surveillance médicale particulière</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ travaux énumérés par les arrêtés du 11/07/77 ou du 11/05/82 (secteur agricole). Exemples : poussières d'amiante, de bois, de silice, d'ardoise, plomb, peinture par pulvérisation, agents cancérogènes, mutagènes, toxiques pour la reproduction, agents biologiques pathogènes (égouts, abattoirs, aéro- réfrigérants, ...)</li> </ul>
<b>Démolition, déconstruction, réhabilitation impliquant les structures porteuses, d'un ouvrage ou partie d'ouvrage</b> (Volume initial supérieur à 200m3)	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ démolition totale ou partielle d'ouvrage</li> <li>■ réhabilitation totale ou partielle</li> </ul>
<b>Montage ou démontage d'éléments préfabriqués lourds</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ tous travaux au sens de l'article R.4534-103 du code du travail</li> <li>■ éléments faisant partie intégrante de la construction : éléments préfabriqués en béton ou métalliques, pré-dalles, charpentes, poteaux, panneaux, etc.</li> </ul>
<b>Mise en œuvre d'appareils de levage de capacité supérieure à 60 tonnes mètres</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ grue à tour ou mobile capable de lever 20 tonnes à 3 mètres ou 10 tonnes à 6 mètres ou 3 tonnes à 20 mètres, etc.</li> </ul>
<b>Reprise en sous-œuvre</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ tous types de travaux de reprise en sous-œuvre</li> <li>■ voir article R.4534-26 du code du travail</li> </ul>
<b>Travaux exposant à des radiations ionisantes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ radiographies de soudures, rayons X, etc.</li> </ul>
<b>Risques de noyade</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ travaux au dessus ou à proximité de l'eau : ponts, quais, piscines, berges, bacs, bassins de rétention, stations d'épuration, ...</li> </ul>
<b>Travaux en plongée appareillée et travaux en milieu hyperbare</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ travaux subaquatiques : travaux fluviaux, maritimes, dans les ports, piscines, écluses, ...</li> <li>■ travaux en air comprimé (percement de tunnel, locaux, enceintes ou volumes pressurisés (surpression &gt; 0,1 bar - essais, épreuves, recherche de fuites, ...)</li> </ul>
<b>Travaux de puits, terrassements souterrains, tunnels</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ voir les articles R.4534-40 et suivants du code du travail</li> </ul>
<b>Usage d'explosifs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ travaux publics - démolitions d'immeubles</li> </ul>
<b>Autre risque détecté après analyse, en concertation avec le maître d'ouvrage</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ interférences avec un établissement en activité : risque industriel majeur, interface avec présence de public, réseaux ferré, routier, etc.</li> </ul>

(1) PEMP : plate-forme élévatrice mobile de personnes - (2) PIR : plate-forme individuelle roulante

## SOMMAIRE

<b>1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION</b>	<b>7</b>
1.1 PRESENTATION DE L'OPERATION	7
<b>2. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS</b>	<b>9</b>
2.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS	9
2.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER	10
2.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER	16
<b>3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT</b>	<b>19</b>
3.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER	19
3.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.	21
3.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX	22
3.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES	23
3.5. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES TEMPORAIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISoire	23
3.6. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE	25
<b>4. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER</b>	<b>33</b>
4.1. INTERFERENCES AVEC UN ETABLISSEMENT EN ACTIVITE SUR LE SITE OU AU VOISINAGE	33
<b>5. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES</b>	<b>34</b>
5.1. ORGANISATION DES SECOURS	34
<b>6. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS</b>	<b>36</b>
6.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES	36
<b>7. ANNEXES</b>	<b>38</b>

7.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE	38
7.2. RECHERCHE ET IDENTIFICATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE	42
7.3. CALENDRIER DES TRAVAUX	42
7.4. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER	42
7.5. REGLEMENT INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT D'ACCUEIL	42
7.6. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)	42

## 1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION

### 1.1 PRESENTATION DE L'OPERATION

#### 1.1.1 Adresse, nature de l'opération, calendrier général d'exécution

**Nom de l'opération :**

DECONSTRUCTION PARTIELLE SERRE &amp; CREATION ESPACE EPINIÈRE - ALENYA (66)

**Descriptif de l'opération :**

Le chantier se situe au Mas Blanc, Rte de Theza, 66200 Alénia

Ce chantier consiste à la déconstruction partielle d'une serre en verre et à la création d'un espace pépinière.  
Il comprend l'ensemble des travaux décrit dans le DCE.**Calendrier :**

Date début des travaux : 26/11/24

Durée totale des travaux : 6 mois

**Planning - Phasage de l'opération :**

Le phasage des travaux et le planning du chantier établis par le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre, joints au DCE, seront à valider par les entreprises.

**Effectifs :**

Effectif moyen prévisible : 4

Effectif pointe prévisible : 8

Compte tenu de la durée prévisible du chantier et de l'effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir, le maître d'ouvrage a classé cette opération en Catégorie 3 au sens de l'article R.4532-1 du Code du Travail.

#### 1.1.2 Mode de consultation

Appel d'offre ouvert

Corps d'état séparés

Marché privé

Pour la liste des lots (ou allotissement) voir annexe du présent PGC.

Les informations relatives aux titulaires des marchés et sous-traitants éventuels seront tenues à jour tout au long de l'opération au travers du Registre Journal par le coordonnateur.

#### 1.1.3 Désignation des sous-traitants

Lors de la remise des offres, et avant toute intervention sur le chantier, les entreprises titulaires de un ou plusieurs lots, sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage.

Les sous-traitants devront établir au même titre que l'entreprise titulaire du marché un plan particulier simplifié de sécurité et de protection de la santé dans le délai suivant à compter de la réception du contrat par l'entrepreneur titulaire : 30 jours (ou 8 jours pour les travaux de second œuvre).

#### 1.1.4 Contraintes administratives ou servitudes pour le maître d'ouvrage :

**Le maître d'Ouvrage doit :**

- Veiller à ce que l'ensemble des travaux soit conforme aux avis du bureau de contrôle
- Le personnel intervenant sera en règle y compris sous-traitants
- Faire les demandes de renseignements sur l'existence et l'implantation d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques.
- Réaliser un diagnostic amiante conformément à l'article R4412-118 du code du travail. Il doit faire parvenir au maître d'œuvre et au coordinateur SPS les informations relatives à la recherche et à l'identification des matériaux contenant de l'amiante prévus aux articles R1334-22, R1334-27 et R1334-28 du code de la santé publique.
- **Le diagnostic amiante a été effectué auprès de Qualiconsult immobilier. Ces diagnostics sont joints avec le PGC dans le Dossier de Consultation des Entreprises.** Ce rapport indique que les matériaux analysés contiennent de l'amiante.
- Prendre connaissance des remarques du CSPS et les faire appliquer

**1.1.5 Contraintes administratives ou particulières pour l'entreprise :****Les entreprises mandataires, sous-traitantes et indépendantes doivent :**

- Tenir compte du présent PGC et s'y soumettre.
- Réaliser l'ensemble des travaux en respect : des obligations du Code du Travail et de l'ensemble des dispositions du présent Plan Général de Coordination.
- Le diagnostic amiante a été effectué auprès de Qualiconsult et sont joints dans le Dossier de Consultation des Entreprises. Les entreprises en prendront connaissance avant intervention et appliqueront les règles en vigueur et mettront en place les moyens de prévention adaptés
- Prendre en compte, sans délai, les demandes et préconisations du Coordonnateur SPS
- Transmettre les consignes résultant de ces réunions à leur personnel.
- Réaliser l'inspection commune avant intervention y compris sous-traitants (articles R4512-2 à R4512-5 du Code du Travail). Prendre rendez-vous avec le Coordonnateur SPS **15 jours avant le début de leur intervention.**
- Etablir et transmettre son PPSPS au Coordonnateur SPS dans un délai de 30 jours après réception de l'ordre de service (article R4532-56) y compris sous-traitants.
- Fournir à son personnel un exemplaire de son PPSPS ainsi que l'ensemble des règles de sécurité à respecter.
- Etablir les DICT aux concessionnaires un mois avant le début des travaux.
- Faire contrôler les appareillages soumis à des visites périodiques ou de contrôle et fournir au Coordonnateur SPS les attestations de conformité : coffrets et branchements électriques, engins de chantier, ...
- S'assurer que le personnel intervenant sur le site ont reçu les informations nécessaires quant aux règles de sécurité et aux travaux à réaliser, aux risques dus aux travaux réalisés et à l'environnement.
- S'assurer que le personnel est en règle, que ses habilitations sont valables et qu'il est à jour dans son recyclage.
- Les entrepreneurs travaillant par points chauds auront à proximité de leur poste de travail un extincteur (vérifié et adéquate au matériau)
- Veiller à ce que les engins de chantier et les charges ne s'approchent pas d'une ligne électrique à moins de 5 mètres.
- Se référeront aux documents joints au DCE : CCTP, CCAP, Etude du sol, Avis, arrêtés, ... avant démarrage des travaux



## 2. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS

### 2.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
6	<p><b>DISPOSITIONS NECESSAIRES POUR QUE SEULES LES PERSONNES AUTORISEES PUISSENT ACCEDER AU CHANTIER</b></p> <p><b>RAPPEL: le chantier est interdit au public.</b></p> <p>Les personnes pouvant y accéder sont celles concernées par les travaux et à ce titre, autorisées par le maître d'ouvrage. Seront également autorisés à pénétrer sur le chantier, les prestataires de service, livreurs, contrôleurs, chauffeurs, formateurs, personnels chargés de la maintenance, commerciaux, etc., désignés par l'entreprise faisant appel à leurs services, à condition qu'ils soient accueillis ou accompagnés par un représentant de cette entreprise connaissant le chantier, dotés des protections individuelles nécessaires, et informés des risques et consignes de sécurité à respecter.</p>	Tous Intervenants	Tous Intervenants	Durée chantier
82	<p><b>Identification des entreprises</b></p> <p>Toute personne intervenant sur le chantier doit pouvoir justifier de son appartenance à une entreprise déclarée et connue du Maître d'Ouvrage</p>	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
18	<p><b>Prestataires de services sous la subordination de l'entreprise bénéficiant de la prestation</b></p> <p>La location de matériel avec chauffeur n'est pas considérée comme de la sous traitance si elle s'effectue sous la subordination de l'entreprise bénéficiaire. Les modalités de coopération sont donc définies par une convention/contrat établi entre les 2 parties, complétées dans la plupart des cas par les mesures de coordination suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>A la charge du prestataire de service :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- conduite en sécurité de l'engin, respect du code de la route et des dispositions particulières au chantier.</li> </ul> </li> <li>• <b>A la charge de l'entreprise donneur d'ordre</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- S'assurer au préalable de la compétence du conducteur ainsi que de l'adéquation et de la vérification réglementaire de l'engin attestant de sa conformité,</li> <li>- Accueillir l'intervenant afin de lui donner les consignes générales,</li> <li>- Présenter à l'intervenant le PPSPS de l'entreprise donneur d'ordre afin de l'informer des risques spécifiques au chantier : les modes opératoires, les risques et mesures de prévention liés à la prestation seront intégrés dans le PPSPS de l'entreprise donneur d'ordre,</li> <li>- Autorisations administratives nécessaires, DICT, élinguage, chargement, chef de manœuvre ou surveillant.</li> </ul> </li> </ul>	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier

10	<b>Fournisseurs - Livreurs</b> Lorsque le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage ou une entreprise reçoit un fournisseur, un livreur, un représentant est chargé de l'accueillir à l'entrée du chantier, de le guider et l'accompagner dans ces déplacements sur le chantier. Le représentant du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre ou de l'entreprise lui fournit les équipements de protection individuels nécessaires à sa protection s'il n'en est pas déjà pourvu. Si nécessaire, un plan d'accès aux différentes zones de chantier lui sera communiqué.	Tous Intervenants	Tous Intervenants	Durée chantier
43	<b>Déclaration de sous-traitants</b> Lors de la remise des offres ou avant toute intervention sur le chantier, les entreprises soumissionnaires sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage. Les entreprises sous-traitantes devront être agréées par le Maître d'Ouvrage dans les conditions prévues à l'article 2.41 du C.C.A.G. ainsi que l'article 3 de la Loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975. Elles devront établir, au même titre que l'entreprise titulaire d'un lot, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S) dans le délai réglementaire. L'entreprise et son sous-traitant prendront rendez-vous avec le Coordonnateur SPS afin de réaliser une inspection commune du chantier, avant tout travaux ou intervention. Le non respect d'une de ces obligations réglementaires, en particulier la découverte sur le chantier d'entreprises sous-traitantes non identifiées dans le registre journal de la coordination, fera l'objet d'une information au Maître d'ouvrage. Celui-ci statuera sur la procédure d'exclusion du chantier de l'entreprise et sur l'application de pénalités prévues au CCAP au titulaire du marché.	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Avant interv.

## 2.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
109	<b>PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER</b> Un projet de plan d'installation de chantier reprenant l'ensemble des contraintes et des installations du chantier sera établi et mis à jour autant que nécessaire. Il permettra aux divers intervenants de préparer leurs interventions et de gérer au mieux l'utilisation de l'espace.	Gros Oeuvre	Gros Oeuvre	Ph. préparation
102	<b>Organisation générale</b> L'ensemble des installations de chantier sera conforme aux articles R4228-1 à R4228-25, R4534-139 et R4534-140 du Code du Travail Le plan d'installation de chantier sera établi en phase préparation de chantier et sera approuvé par la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'oeuvre et le coordonnateur SPS. Le lot Gros Oeuvre prévoira dans son plan d'installation de chantier, en plus des cantonnements : les voies d'accès, les zones de stockage, les modalités de livraison, les différents accès, les recettes à matériaux.	Gros Oeuvre	Gros Oeuvre	Ph. préparation

13	<b>CLOTURE DE CHANTIER</b> Mettre en place une clôture de chantier, pour la durée totale des travaux, afin d'éviter les risques d'intrusion de personnes non autorisées dans l'enceinte du chantier. Maintenir l'accès au chantier fermé et verrouillé pendant les périodes d'inactivité (nuit, week-end,...). En assurer l'entretien. Cette clôture fixe ne pourra être enlevée qu'avec l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'œuvre, du Coordonnateur SPS.	Gros Oeuvre	Gros Oeuvre	Avant démarrage
108	<b>Caractéristiques générales</b> L'ensemble du site INRAE est protégé par une clôture. Pour rendre le chantier clos et indépendant il sera nécessaire de mettre, en périphérie des travaux, un dispositif permettant d'interdire d'intrusion de personnes non autorisées dans l'enceinte du chantier. Maintenir l'accès au chantier fermé et verrouillé pendant les périodes d'inactivité (nuit, week-end,...). En assurer l'entretien pour la durée totale des travaux.	Gros Oeuvre	Gros Oeuvre	Avant démarrage
68	<b>Fermetures des clôtures</b> Maintenir l'accès au chantier fermé, en permanence, et verrouillé pendant les périodes d'inactivité (nuit, week-end, ...).	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
56	<b>PRESTATIONS EXTERIEURES AUX OUVRAGES</b> Tout ouvrage doit disposer, en un point au moins de son périmètre, d'une desserte en voirie, d'un raccordement à des réseaux de distribution d'eau potable et d'électricité, d'une évacuation des matières usées, dans des conditions telles que les locaux destinés aux travailleurs du chantier soient conformes aux dispositions qui leur sont applicables en matière de santé et de sécurité au travail (R4533-1 à 5).	Gros Oeuvre	Gros Oeuvre	Avt arriv. Ent
1	<b>Branchements provisoires</b> Les branchements et raccordements provisoires des différents fluides et utilités nécessaires au chantier seront réalisés à partir du point de raccordement défini par le maître d'oeuvre et seront réalisés conformément aux prescriptions de la NFP 03 001. Il seront dimensionnés de manière à permettre l'alimentation suffisante des installations et équipements nécessaires à la réalisation des ouvrages.	Lots Concernés	Lots Concernés	Durée chantier
4	<u>Electricité</u> L'installation provisoire fixe (armoire générale d'alimentation électrique de chantier) sera réalisée en phase préparation de chantier à partir du point de branchement défini par le Maître d'Oeuvre. Cette installation, conforme aux prescriptions réglementaires et à la Norme NF C 15-100, sera réceptionnée et contrôlée par un organisme accrédité. Une copie du procès-verbal de réception est à tenir à disposition sur le chantier. Chaque modification de l'installation électrique donne lieu à contrôle réglementaire. Les interventions électriques seront réalisées par du personnel ayant reçu une formation et habilité conformément à la norme NF C 18-510.	Gros Oeuvre	Gros Oeuvre	Avant démarrage

97	<u>Eau</u> Réaliser un réseau d'alimentation en eau depuis le branchement au réseau de distribution public jusqu'aux attentes prévues à proximité de chaque bâtiment ou de chaque ouvrage. Le réseau de distribution d'eau sera positionné en tranchée et hors gel.	Gros Oeuvre	Gros Oeuvre	Avant démarrage
94	<u>Distribution d'eau potable</u> Le réseau d'eau potable alimentera les locaux destinés aux salariés situés dans le cantonnement et ceux répartis dans les différentes zones du chantier. Dans le cas d'un réseau d'alimentation d'eau non potable, des bouteilles d'eau ou des fontaines à eau, seront mises à la disposition des salariés.	Gros Oeuvre	Gros Oeuvre	Avant démarrage
50	<u>Branchement d'eau extérieur en pied des bâtiments</u> Mettre en place un point d'eau extérieur proche des bâtiments - 1 par bâtiment (robinet avec une petite fosse de décantation). Ce point d'eau pourra servir à l'ensemble des corps d'état et particulièrement pour les travaux de façade et des chapes. Prévoir la mise hors gel du dispositif pendant les périodes hivernales (robinet d'arrêt et de purge).	Gros Oeuvre	Gros Oeuvre	Avant démarrage
3	<u>Réseau E.U</u> Réaliser un réseau d'évacuation des eaux usées de l'ouvrage depuis le branchement au réseau ou équipement d'assainissement jusqu'aux attentes prévues à une distance de 2 m de chaque bâtiment.	Gros Oeuvre	Gros Oeuvre	Avant démarrage
69	<b>Voies de circulations dans l'emprise du chantier</b> Prolonger la voie d'accès au chantier par d'autres voies permettant : <ul style="list-style-type: none"> <li>Aux travailleurs d'accéder aux zones où sont installés les divers locaux qui leur sont destinés ainsi qu'aux ouvrages,</li> <li>Aux véhicules et engins de livraison d'accéder aux aires de stockage, de préfabrication et de stationnement.</li> </ul>	Gros Oeuvre	Gros Oeuvre	avant démarrage
47	<u>Voies praticables, drainées et éclairées</u> Les voies de circulation intérieures au chantier seront conçues et réalisées pour accepter tout type de trafic et être constamment praticables quelles que soient la saison et les conditions météorologiques. Elles seront drainées et éclairées si nécessaires (minimum de 10 lux ).	Gros Oeuvre	Gros Oeuvre	Durée chantier
9	<b>Aires de chantier</b> Ces aires devront être constituées en matériaux drainant, disposant d'un système d'évacuation des eaux pluviales.	Gros Oeuvre	Gros Oeuvre	Avant démarrage
99	<u>Stockage, magasins</u> Réaliser une ou plusieurs aires pour le stockage des matériels, en matériaux drainant, disposant d'un système d'évacuation des eaux pluviales et convenablement éclairées. Les différentes entreprises préciseront au fur et à mesure de leur arrivée sur le chantier leurs besoins en matière de stockage et d'entreposage.	Gros Oeuvre	Gros Oeuvre	Avant démarrage

73	<u>Stationnement engins de chantier</u> Réaliser une aire pour le stationnement des engins de chantier, au sol imperméable et équipé d'un système de recueil, de traitement et d'évacuation des eaux pluviales.	Gros Oeuvre	Gros Oeuvre	Avant démarrage
78	<u>Dispositif de nettoyage des roues des véhicules et engins</u> Réaliser et entretenir autant que de besoin un dispositif pour le nettoyage des roues des camions et engins (type rotoluve) implanté sur la voirie avant la sortie du chantier et constituée d'une fosse de 2,5 m de large, 10 m de long et 0,15 m de profondeur garnie d'eau en permanence.	Gros Oeuvre	Gros Oeuvre	Avant démarrage
79	<b>Plateforme de cantonnement</b> L'implantation du cantonnement sera définie en tenant compte de la présence éventuelle des réseaux, et des recommandations découlant de la D.T et des D.I.C.T. Cette zone permettra l'implantation des bungalows de la maîtrise d'ouvrage, de la maîtrise d'œuvre, la salle de réunion, les vestiaires de toutes les entreprises, les réfectoires, les sanitaires du cantonnement, les parkings.	Gros Oeuvre	Gros Oeuvre	Avant démarrage
116	<b>PRESTATIONS A L'INTERIEUR DES OUVRAGES</b> Les branchements et raccordements provisoires aux fluides et utilités à l'intérieur des ouvrages, nécessaires à la réalisation du chantier, seront réalisés conformément aux prescriptions de la norme NFP 03 001.	Lots Concernés	Lots Concernés	Durée chantier
86	<b>Branchements</b> <u>Electricité (réseau intérieur)</u> L'installation comprendra des circuits distincts et protégés pour l'éclairage et la distribution de puissance. Aucun poste de travail ne sera distant d'un coffret de plus de 25 m. Les coffrets divisionnaires de prise de courant comporteront à minima un dispositif de protection différentielle 30 mA, 4 prises de courant 2x16 A + T et 1 prise 3x20 A+T et un arrêt d'urgence normalisé. Les coffrets seront suspendus ou sur pieds. Les alimentations seront protégées contre les chocs et l'écrasement ou suspendues. Les câbles et rallonges seront fixés de manière à éviter les risques d'accidents de plain- pied dans les passages et escaliers. Les coffrets seront obligatoirement cadenassés et seul le personnel habilité pourra intervenir à l'intérieur. Les contrôles réglementaires, initial et périodiques, ainsi que la surveillance et la maintenance de l'installation seront effectués conformément aux dispositions réglementaires.	Lot Concerné	Lot Concerné	Durée chantier
28	<u>Eclairage des circulations</u> Un éclairage provisoire général devra être mis en place de manière à permettre le déplacement du personnel et des charges sans risque de chute de plain-pied et de hauteur. L'implantation sera faite de manière à ne laisser aucune zone dans l'obscurité.	Gros Oeuvre	Gros Oeuvre	Durée chantier
44	<u>Eclairage des postes de travail</u> L'éclairage du poste de travail est à la charge de chaque entreprise intervenante.	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier

<b>ZONE DE CANTONNEMENT</b>				
22	Toute opération doit disposer d'une zone de cantonnement pour accueillir les installations de vie collective et d'hygiène, qui seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier, conformément aux articles R4534-139 et suivants.	Gros Oeuvre	Gros Oeuvre	Durée chantier
30	<b>Gestion de cantonnement - Base vie</b> La base vie sera gérée par le responsable du chantier désigné pendant toute la durée des travaux du présent marché. Elle sera ouverte chaque matin à l'arrivée de la première équipe et refermée chaque soir au départ de la dernière équipe. Cette base vie devra rester opérationnelle pendant la durée totale de chaque tranche de travaux, y compris pendant les périodes éventuelles d'arrêt du chantier.	Gros Oeuvre	Gros Oeuvre	Durée chantier
107	<b>Installations communes de vie collective</b> Les installations de vie collective seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier. Chacune des entreprises fera son affaire des autres installations nécessaires à ses interventions sur le chantier. Elles pourront se grouper pour les réaliser et les entretenir.	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
67	<u>Vestiaires</u> Mettre à la disposition des travailleurs des locaux vestiaires conformément à R4534-139 du Code du Travail. L'installation sera conforme aux articles R4228-2 à R4228-6. Si les salariés n'arrivent pas en tenue de travail sur chantier, un vestiaire sera installé. Ils seront pourvus d'armoires fermant à clé et de bancs	Gros Oeuvre	Gros Oeuvre	Durée chantier
101	<u>Réfectoire</u> Le réfectoire sera dimensionné pour l'effectif de pointe. Il sera équipé de tables et chaises en nombre suffisant. Un appareil permettant de réchauffer les aliments sera prévu, ainsi qu'un garde manger ou un réfrigérateur. L'installation sera conforme aux articles R4228-19 à R4228-25. Nous rappelons qu'il est interdit de laisser les travailleurs prendre leur repas dans les locaux affectés au travail (article R4228-19).	Gros Oeuvre	Gros Oeuvre	Durée chantier
93	<b>Installations communes d'hygiène</b> Les installations d'hygiène seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier. L'installation sera conforme aux articles R4228-10 à R4228-15 du Code du Travail	Gros Oeuvre	Gros Oeuvre	Durée chantier

60	<p><u>Sanitaires</u></p> <p>Installer et mettre à disposition des travailleurs des cabinets d'aisance aménagés de manière à ne dégager aucune odeur, équipés de chasse d'eau et pourvus de papier hygiénique.</p> <p>Leur nombre sera fonction du nombre de salariés sur le chantier en tenant compte de la présence de personnel féminin le cas échéant.</p> <p>Prévoir au moins un cabinet d'aisance et un urinoir pour vingt hommes et deux cabinets pour vingt femmes (R4534-144, R 4228-2 à 18 du Code du travail).</p>	Gros Oeuvre	Gros Oeuvre	Durée chantier
87	<p><u>Lavabos</u></p> <p>Installer et mettre à disposition des travailleurs des lavabos alimentés en eau potable, et à température réglable, à raison d'un lavabo pour dix travailleurs au plus (R4228-7 du Code du travail) munis de savon et essuie-main à usage unique.</p>	Gros Oeuvre	Gros Oeuvre	Durée chantier
21	<p><b>Salle de réunion</b></p> <p>Mettre à disposition une salle de réunion de capacité conforme aux prescriptions du marché, équipée du mobilier nécessaire, correctement chauffée, éclairée et aérée conformément aux règles applicables. Prévoir des tables et chaises en nombre suffisant, des armoires permettant le rangement des documents afférents au chantier, notamment ceux de la coordination SPS, et des dispositifs permettant l'affichage des plans.</p> <p>Prévoir un nettoyage régulier.</p>	Gros Oeuvre	Gros Oeuvre	Durée chantier
98	<p><b>Nettoyage des installations (ensemble du cantonnement y compris dans les ouvrages)</b></p> <p>L'ensemble des installations du cantonnement (sanitaires, réfectoire, vestiaires, bureaux...) sera nettoyé quotidiennement.</p> <p>Ces travaux de nettoyage pourront faire l'objet d'un contrat avec une entreprise extérieure qui sera imputé au compte prorata.</p>	Gros Oeuvre	Gros Oeuvre	Durée chantier
35	<p><b>NETTOYAGE DU CHANTIER</b></p> <p>Chaque entreprise devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>en fin de journée: faire un nettoyage et un rangement des locaux concernés par son intervention (évacuation des gravats, récupération des emballages, des polystyrènes, de la laine de verre, du bois etc.)</li> <li>en fin de semaine: faire un nettoyage soigné et complet de l'ensemble des parties concernées par son intervention (balayage des planchers, escaliers, rangement des matériels, des nacelles, des rallonges électriques, des extérieurs des bâtiments, des échafaudages etc. )</li> </ul> <p>Lorsqu'une entreprise quitte une zone du chantier ou un secteur de l'ouvrage après y avoir travaillé, elle doit assurer le nettoyage de cette zone et évacuer ses déchets à l'extérieur de l'ouvrage, dans les bennes à déchets, afin de permettre aux autres entreprises d'investir la zone.</p>	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
105	<p><b>Nettoyage des voies d'accès et de circulation de chantier</b></p> <p>Entretien et nettoyage des voies d'accès et de circulation de chantier pendant la durée des travaux, compris balayage autant que nécessaire suivant les travaux pour la sécurité des travailleurs.</p>	Lots Concernés	Lots Concernés	Durée chantier



70	<b>Nettoyage de la voirie extérieure au chantier</b> Lors de chaque phase de roulage de matériaux nécessitant l'utilisation de plusieurs camions, un nettoyage systématique des rues adjacentes souillées, sera effectué le jour même par l'entreprise responsable. En cas de nécessité, l'entreprise organisera plusieurs nettoyages par jour pour assurer la propreté des voies afin de ne pas provoquer d'accident.	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
42	<b>MOYENS COMMUNS PREVUS AUX CCTP</b> L'utilisation d'un même équipement de travail par plusieurs entreprises est une pratique qui permet de limiter les risques d'accidents. Elle doit être organisée. Lorsque l'utilisation commune d'un équipement est prévue au titre de l'organisation générale du chantier, elle se fera selon les règles d'organisation indiquées dans les pièces écrites des marchés, les documents de coordination, et selon les prescriptions réglementaires applicables à l'équipement.	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier

### 2.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
90	<b>SOL ET SOUS-SOL</b> Pour la réalisation de leurs travaux les entreprises devront prendre en compte les dangers et contraintes liés à la configuration du sol et du sous-sol (pollution, nappe phréatique, cavités, engins de guerre ...).	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
64	<b>Rapport de sol</b> Le rapport de sol est joint au dossier de consultation des entreprises. Les entreprises intervenantes prendront en compte les conclusions, en particulier les recommandations relatives à la nature des sols, aux pentes de talutage à respecter, au type de fondation pour les engins et ouvrages et toutes les préconisations en matière de tenue des terres.	Lots Concernés	Lots Concernés	Durée chantier
55	<b>RECHERCHE D'OUVRAGES OU DE RESEAUX ENTERRES / AERIENS : DT et DICT</b> Les travaux réalisés au voisinage d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, qu'ils se déroulent dans le domaine privé ou public, sont soumis à certaines dispositions réglementaires (décret 2011-1241 du 05/10/2011) : - déclaration de projet de travaux (DT) : à charge du maître d'ouvrage, au stade de l'élaboration du projet, - déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) : chaque entreprise, y compris sous-traitante, ou membre d'un groupement d'entreprises, chargée de l'exécution des travaux, est tenue d'adresser cette déclaration avant intervention. Les formulaires permettant d'effectuer ces déclarations, ainsi que la liste des exploitants de réseaux à qui elles doivent être envoyées, sont disponibles sur le Télé - service <a href="http://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr">www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr</a> . La consultation du Télé- service est obligatoire. Ces déclarations doivent être renouvelées si les travaux n'ont pas débutés dans les 3 mois après la consultation du Télé - service.	Tous Intervenants	Tous Intervenants	Durée chantier



112	<p><b>CLASSES DE PRECISION DE LOCALISATION DES RESEAUX ENTERRES</b></p> <p>La précision de localisation des réseaux enterrés est classifiée de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Classe A</b> : <math>\leq 0.40m</math> pour réseau rigide ou <math>\leq 0.50m</math> pour réseau flexible</li> <li>• <b>Classe B</b> : <math>\leq 1.50m</math></li> <li>• <b>Classe C</b> : <math>&gt; 1.50m</math></li> </ul>	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
91	<p><b>D.T.</b></p> <p>Déclaration de vos projets de travaux aux exploitants ayant des réseaux à proximité de la zone où vous prévoyez des travaux en utilisant le télé-service <b>www.reseaux-et-canalizations.ineris.fr</b>.</p> <p>Ce service permet de connaître les exploitants ayant des réseaux aériens, souterrains, ou subaquatiques, sur terrain public ou privé.</p> <p>Communiquer au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS toutes les réponses pour prise en compte dans les marchés de travaux</p> <p>Aucun démarrage de travaux ne pourra intervenir avant obtention des informations relatives à la présence de réseau.</p>	Maître d'Ouvrage	Maître d'Ouvrage	Avant démarrage
51	<p><b>D.I.C.T.</b></p> <p>Avant exécution des travaux, que vous soyez entreprise titulaire ou sous-traitant, vous devez impérativement consulter le télé-service <b>www.reseaux-et-canalizations.ineris.fr</b>, afin d'identifier les exploitants de réseaux et localiser les réseaux situés dans l'emprise ou à proximité des travaux.</p> <p>Le télé - service vous donne accès aux formulaires de Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT) pré-remplis à télécharger et à transmettre aux exploitants.</p> <p>Joindre les réponses des DICT au PPSPS de votre entreprise.</p> <p>Tous travaux non débutés dans les 3 mois ou des modifications dans les travaux doivent faire l'objet d'un renouvellement de DICT.</p> <p>Etablir une Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT) et suspendre leur exécution dans l'attente de la réponse de chacun des exploitants de réseaux.</p> <p>Tenir à disposition, sur le site, une copie des réponses des DICT et notamment les plans remis par les concessionnaires.</p>	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Avant démarrage

36	<p><b>RESEAU ELECTRIQUE BT, HTA ou HTB EXTERIEUR AUX OUVRAGES</b></p> <p>Toute entreprise qui envisage d'accomplir des travaux au voisinage de lignes ou d'installations électriques s'informera auprès de l'exploitant, qu'il s'agisse du représentant local de la distribution d'énergie ou de l'exploitant de la ligne ou installation publique ou privée en cause, de la valeur des tensions de ces lignes ou installations.</p> <p>Afin d'éviter les risques d'électrisation, l'entreprise demandera à l'exploitant la mise hors tension du réseau, préalablement aux travaux.</p> <p><b><u>RAPPEL DES DISTANCES MINIMALES DE SECURITE A RESPECTER :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>3 m</b> pour les lignes et installations dont la tension est inférieure à 50. 000 Volts (alternatif)</li> <li>• <b>5 m</b> pour les lignes et installations dont la tension est supérieure ou égale à 50. 000 Volts (alternatif)</li> <li>• <b>1,50 m</b> pour les réseaux souterrains, lorsque le travail est effectué à l'aide d'engins mécaniques de terrassement.</li> </ul>	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
33	<p><b>RESEAU ELECTRIQUE BT,HTA,HTB INTERIEUR AUX OUVRAGES</b></p> <p>Les opérations sur les installations électriques ou dans leur voisinage, avec des pièces nues sous tension, ne peuvent être effectuées que par des travailleurs habilités.</p> <p>Afin d'éviter les risques d'électrisation, l'entreprise demandera à l'exploitant la mise hors tension du réseau, préalablement aux travaux.</p>	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée interv.
53	<p><b>RESEAUX AUTRES QUE ELECTRIQUES</b></p> <p>En cas de présence de réseaux autres que électriques, suite à la DICT, l'employeur déterminera, en concertation et en accord avec les exploitants concernés, les mesures à prendre, ainsi que les recommandations techniques et consignes de sécurité à mettre en oeuvre, afin d'éviter les risques consécutifs à l'interférence de ces réseaux avec les travaux. Ces mesures comprendront notamment, les repérages et balisages des réseaux, les consignations, dégazages, inertages, pose de dispositifs de protection mécanique, ainsi que toutes mesures complémentaires demandées par l'exploitant.</p>	Lots Concernés	Lots Concernés	Durée chantier
37	<p><b>CONDITIONS METEOROLOGIQUES</b></p> <p>Les conditions météorologiques peuvent interférer avec la santé et la sécurité des travailleurs du chantier ainsi qu'avec la sécurité des riverains du chantier.</p> <p>Des mesures de prévention de ces risques doivent être prises.</p>	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier

### 3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT

#### 3.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
8	<b>CIRCULATION DES ENGINS ET VEHICULES</b> La circulation et les manœuvres des véhicules et engins à l'intérieur du chantier devront être organisées selon les principes développés dans la recommandation <b>CRAM R.434</b> .	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
114	<b>Sortie des véhicules du chantier</b> Avant de quitter le chantier, les engins et véhicules devront être nettoyés afin de ne pas souiller les chaussées extérieures au chantier. En cas de salissure de la voie publique provenant des engins et véhicules de chantier, le nettoyage sera demandé à une entreprise spécialisée et mis à la charge de l'entreprise défaillante.	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
76	<b>CIRCULATION DES PIETONS</b> Prévoir l'aménagement des voies et chemins d'accès reliant le cantonnement, le parking du personnel, les postes de travail et le réseau routier ainsi que leur entretien pendant la durée des travaux. Les circulations piétonnes seront séparées des voies de circulation des véhicules et engins. Les cheminements seront signalés, balisés. Ils devront rester libre de tout encombrement (matériel, câble électrique, stockage, gravats, etc.). Les voies d'accès seront constamment praticables.	Gros Oeuvre	Gros Oeuvre	Avant démarrage
57	<b>Itinéraires</b> Installer une séparation physique entre les voies empruntées par les piétons et celles utilisées par les engins et véhicules, particulièrement à proximité et à la sortie de la zone de cantonnement.	Gros Oeuvre	Gros Oeuvre	Avant démarrage
5	<b>Fléchage, signalisation</b> Mettre en place et assurer la maintenance d'une signalisation des itinéraires piétons. Ces dispositifs devront être parfaitement visibles de jour comme de nuit.	Gros Oeuvre	Gros Oeuvre	Avant démarrage

23	<p><b>MOYENS DE CIRCULATION VERTICALE : ESCALIERS - PLATEFORMES - ECHAFAUDAGES</b></p> <p>Les accès devront se faire par tout type de moyens sécurisés, en nombre suffisant, choisis en fonction de la hauteur des postes de travail : tour escalier, escalier existant ou à construire, échafaudage, ascenseur de chantier...</p> <p>La mise en place d'escaliers protégés contre les risques de chutes de hauteur doit être préférée aux autres moyens de circulation sur le chantier, notamment les échelles. Elle doit être recherchée en priorité et planifiée de sorte que les escaliers de tous types, qu'ils soient définitifs ou provisoires, puissent servir de moyen principal de circulation aux intervenants sur le chantier.</p> <p>Lorsque des tours escaliers, des plateformes ou des échafaudages de pied sont prévus, ils seront construits dans le respect des prescriptions réglementaires qui leur sont applicables. Les dispositions des recommandations CNAM R.408 "Montage, utilisation et démontage des échafaudages de pied" et R.457 "Prévention des risques liés au montage, au démontage et à l'utilisation des échafaudages roulants " seront mises en oeuvre.</p>	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
89	<p><b>Vérifications réglementaires : généralités</b></p> <p>Faire vérifier les tours escaliers, plateformes et échafaudages avant mise ou remise en service, puis périodiquement pendant le chantier, par une personne compétente, selon les modalités prescrites par l'arrêté du 21 décembre 2004.</p>	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
16	<p><b>MOYENS DE CIRCULATION VERTICALE : EQUIPEMENTS AMOVIBLES TELS QUE LES ECHELLES</b></p> <p>L'utilisation généralisée de l'échelle comme moyen d'accès et de circulation ne permet pas de répondre aux principes généraux de prévention.</p> <p>Les échelles peuvent être utilisées comme moyens d'accès, dans les conditions définies dans le code du travail, suite à évaluation des risques effectuée par l'entreprise.</p> <p>Le port de charge sera exceptionnel, limité à des charges légères, peu encombrantes, portées par exemple en bandoulière ou à la ceinture (outillage léger). Il ne doit pas empêcher le maintien d'une prise sûre, c'est à dire au moins trois points de préhension, simultanément. Cette règle interdit le port manuel de charge sur une échelle.</p> <p>L'échelle ne peut être utilisée comme poste de travail.</p>	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
29	<p><b>MOYENS DE PROTECTION COLLECTIVE CONTRE LES CHUTES</b></p> <p>La mise en place des protections collectives préalablement à l'intervention des entreprises, en particulier lorsqu'il s'agit de protections collectives contre les risques de chute de hauteur, est une priorité. Les protections collectives seront conçues et installées selon les dispositions réglementaires qui leur sont applicables. Elles répondront aux objectifs ci-dessous permettant de satisfaire aux principes généraux de prévention :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La réalisation des protections collectives définitives intégrées dans l'ouvrage sera, dans toute la mesure du possible, préférée à l'installation de protections provisoires de chantier.</li> <li>- L'entreprise chargée des protections collectives recherchera et mettra en œuvre les solutions permettant d'éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective.</li> <li>- La maintenance et l'entretien des protections collectives seront assurés par une entreprise désignée à cette fin.</li> </ul>	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier

118	<b>rappel</b>  La mise en place des protections collectives préalablement à l'intervention des entreprises, en particulier lorsqu'il s'agit de protections collectives contre les risques de chute de hauteur, est une priorité. Les protections collectives seront conçues et installées selon les dispositions réglementaires qui leur sont applicables. Elles permettront de satisfaire aux principes généraux de prévention.	Gros Oeuvre	Gros Oeuvre	Durée chantier
-----	--	-------------	-------------	----------------

### 3.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
65	<b>EQUIPEMENTS DE TRAVAIL SERVANT AU LEVAGE</b>  Les équipements de travail démontables ou mobiles servant au levage de charges doivent être utilisés de manière à garantir leur stabilité dans toutes les conditions prévisibles, compte tenu de la nature des appuis. Les installations, équipements et engins de levage seront réputés conformes aux exigences réglementaires qui leur sont applicables avant toute utilisation. Les entreprises devront faire procéder aux vérifications réglementaires avant mise en service, et périodiquement pendant les travaux. Elles seront en mesure de justifier de leur réalisation. Un exemplaire des compte-rendus de vérification sera tenu à disposition sur le chantier. Les conducteurs et utilisateurs seront titulaires des autorisations de conduite correspondant à ces équipements et devront pouvoir les présenter à tout moment. Les charges à lever devront être parfaitement assujetties de façon à ce qu'aucun matériel ou matériaux ne puissent tomber pendant la manœuvre.	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
61	<b>Sujétions relatives à l'utilisation des chariots élévateurs</b>  Un balisage au sol des zones de manoeuvre et signalisation seront réalisés lors de l'utilisation d'engins de levage (grue automotrice, nacelle, pompe à béton...). Au besoin, elles seront interdites. Pour toutes charges supérieures à 35 kg, les entreprises utiliseront des chariots automoteurs, des chariots élévateurs, des « diables », des grues automotrices ou GMR, des nacelles, des transpalettes et tout engin approprié afin d'éviter les manutentions manuelles. Il conviendra de privilégier la manutention mécanique au détriment de la manutention manuelle.	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
48	<b>Nature et tenue du sol</b>  Interdire la mise en place sur un sol constitué de remblais, non plan, non compacté ou présentant des excroissances (rail, roche émergente, ...). Éviter les zones d'écoulement d'eau pluviale.	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
12	<b>Proximité de terrassement en excavation</b>  Interdire les appuis des engins de levage en bord de talus ou de tranchée. Respecter les distances entre les appuis des engins de levage et les fouilles ou excavations définis dans les notices.	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier

54	<b>Zone de survol du chariot</b> Mettre en place une gestion automatique des zones de survol et d'évitement d'obstacles. Transmettre par écrit les consignes d'interdiction de survol de charge au grutier.	Lots Concernés	Lots Concernés	Durée chantier
34	<b>MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES</b> Afin de limiter les risques de troubles musculo-squelettiques, des mesures d'organisation appropriées doivent être prises en mettant à disposition des travailleurs des moyens adaptés, essentiellement des équipements mécaniques de manutention. Les salariés dont l'activité comporte des manutentions manuelles doivent être formés à ces opérations. Il est rappelé aux chefs d'entreprises qu'ils ont obligation de limiter au strict minimum les manutentions manuelles. Les mesures prises seront détaillées par chaque entreprise concernée dans son PPSPS.	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
52	<b>Aide à la manutention ( grue sur le chantier, treuil, palan, etc..)</b> Prévoir des moyens d'aide à la manutention manuelle. Utiliser en priorité les engins de levage.	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier

### 3.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
27	<b>APPROVISIONNEMENTS</b> Afin de faciliter et rationaliser les approvisionnements, la maîtrise d'œuvre et les entreprises prévoiront, en fonction des volumes et quantité des matériaux : <ul style="list-style-type: none"> <li>La planification des approvisionnements en fonction de l'enchaînement des tâches</li> <li>Les moyens matériels d'approvisionnement, en particulier les moyens communs : appareils de manutention, recettes à matériaux,...</li> <li>Les infrastructures provisoires ou définitives : accès, voie de circulation,...</li> </ul> Les entreprises indiqueront dans leur PPSPS les modes opératoires d'approvisionnement des matériels et matériaux.	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Avant démarrage

92	<b>STOCKAGES</b> Les zones de stockages seront réalisées avec des matériaux secs, sains, plans et soigneusement compactés, dès le début des travaux. Elles devront supporter les charges stockées et permettre la reprise aisée des matériels, matériaux et produits stockés. Elles seront entretenues par les entreprises entreposant leurs matériels, matériaux et produits. Chaque zone de stockage sera matérialisée et signalée (proscrire le ruban de signalisation trop fragile). Le stockage à l'intérieur ou sur les ouvrages (local, dalle, plancher, toiture, etc...) sera subordonné à l'autorisation préalable de la Maîtrise d'œuvre, en fonction des charges admissibles, de la nature des produits notamment dangereux, et de l'enchaînement des interventions d'entreprises dans la zone concernée. Le stockage d'un produit dangereux sera réalisé conformément aux conditions prévues dans la fiche de données de sécurité de ce produit. Chaque entreprise doit préciser dans son PPSPS ses besoins en surface de stockage, les périodes d'utilisation, et les transmettre à la maîtrise d'œuvre. La FDS de chaque produit dangereux utilisé sur le chantier sera jointe au PPSPS de l'entreprise. Le stockage des produits chimiques sera effectué en respectant les règles de compatibilité.	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
----	---	--------------------	--------------------	----------------

### 3.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
111	<b>EVACUATION DES DECHETS DANS LE BÂTI</b> Les déchets doivent être stockés hors des zones de travaux afin de faciliter les circulations, les déplacements et limiter les risques d'accident de plain pied. Afin d'éviter les risques de projections et de poussières, des systèmes d'évacuation des déchets et gravats doivent être mis en place par les entreprises qui les détailleront dans leur PPSPS (goulotte, big bag, autre...). Chaque entreprise, y compris sous-traitante, intervenant sur le chantier, est chargée d'assurer quotidiennement le nettoyage de ses zones de travail, d'acheminer l'ensemble de ses déchets jusqu'aux bennes lorsque celles-ci sont mises en place ou de les évacuer, par tous les moyens adaptés.	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
39	<b>ZONE DE STOCKAGE ET ENLEVEMENT DES DECHETS NON DANGEREUX</b> Les déchets doivent être stockés hors des zones de travaux afin de faciliter les circulations et limiter les risques d'accident de plain pied. Les bennes à déchets seront implantées dans une zone aménagée, balisée, entretenue, avec des matériaux secs, sains, plans et soigneusement compactés. Chaque zone de stockage des déchets figurera dans le plan d'installation de chantier. L'enlèvement des déchets, gravats, matériaux de démolition, emballages, etc., se fera aussi souvent que nécessaire, vers les décharges agréées.	Gros Oeuvre	Gros Oeuvre	Durée chantier

### 3.5. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES TEMPORAIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISOIRE



N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
75	<b>UTILISATION DES ACCES TEMPORAIRES : ESCALIERS, PASSERELLES, PLANCHERS, PLATEFORMES, ECHAFAUDAGES, ETC - MESURES GENERALES</b> Les accès temporaires qu'ils soient utilisés en commun ou propres à une entreprise, doivent rester libres de tout encombrement, stockage de matériels, matériaux, outils, etc... afin de limiter les risques d'accidents de plain-pied et les chutes de hauteur. Les câbles électriques, flexibles, canalisations souples, etc... seront de préférence maintenus fixés sur les montants extérieurs des garde-corps de manière à ne pas entraver la circulation. Les dispositifs de protection collective seront conçus et installés de façon à éviter leur interruption au droit des accès, notamment du fait de l'utilisation d'une échelle ou d'un escalier. Lorsque cette interruption est nécessaire, des mesures d'adaptation seront prises pour assurer une sécurité équivalente. Toute personne qui constate une dégradation ou un défaut de protections collectives au niveau des accès provisoires doit prévenir sans délai son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de la maintenance des protections.	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
63	<b>Réception des équipements d'accès temporaires</b> Faire <b>réceptionner</b> les tours escaliers, passerelles, planchers, plateformes, échafaudages avant leur 1ère utilisation. Etablir un PV de réception. Puis faire effectuer pendant le chantier, par une personne compétente, selon les modalités prescrites par l'arrêté du 21 décembre 2004	Lots Concernés	Lots Concernés	Durée chantier
104	<b>Vérifications journalières</b> Il appartient à chacune des entreprises utilisant les tours escaliers, passerelles, planchers, plateformes, échafaudages, soumis aux dispositions de l'arrêté du 21 décembre 2004, d'effectuer la <b>vérification journalière</b> avant d'autoriser leur utilisation par son personnel (examen de l'état de conservation).	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
103	<b>UTILISATION DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE TEMPORAIRE : MESURES GENERALES</b> <b>Rappel</b> : l'installation électrique temporaire fera l'objet de vérification initiale et périodique. Les opérations de maintenance seront effectuées régulièrement, afin de supprimer dans les meilleurs délais, les défauts et anomalies signalés par les utilisateurs. La surveillance du bon fonctionnement des installations électriques temporaires implique, outre la participation de l'entreprise qui en est chargée, celle de chaque entreprise du chantier et de chaque personne utilisant l'installation. Toute personne constatant une anomalie, une défectuosité, dans l'utilisation de l'installation électrique doit prévenir immédiatement son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de sa surveillance et de sa maintenance. Ces consignes seront décrites dans les PPSPS et devront être commentées à tous les personnels lors de l'accueil sécurité.	Gros Oeuvre	Gros Oeuvre	Durée chantier



110	<b>Consignes générales d'utilisation de l'installation électrique</b> Ne brancher que du matériel électrique en <b>bon état</b> sur les armoires et coffrets de distribution. - Maintenir fermés les armoires et coffrets électriques. - Utiliser des câbles et prolongateurs adaptés aux conditions de chantier (marquage HO7RNF) munis de fiche étanche. Les fiches à usage domestique sont interdites. - Utiliser des enrouleurs de câble adaptés aux conditions de chantier (marquage catégorie B)	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
-----	--	--------------------	--------------------	----------------

### 3.6. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
72	<b>RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : REGLES GENERALES</b> La co-activité due à des interventions simultanées ou successives d'entreprises, impose la mise en œuvre de mesures de prévention dans le respect des principes généraux de prévention : - La planification des interventions d'entreprises sera organisée, autant que possible, de manière à supprimer les co-activités génératrices de risques. - Lorsque la planification des interventions d'entreprises laisse subsister un risque de co-activité, l'intervenant qui génère le risque mettra en place des moyens de prévention collective de manière à l'éviter ou le réduire. Il en informera les autres entreprises, le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS (PPSPS Partie « Risques exportés »). - Les travaux incompatibles feront l'objet d'un repérage particulier dans le planning afin de supprimer les co-activités (amiante, plomb, utilisation de produits inflammable et/ou explosif, montage, démontage d'éléments préfabriqués lourds, etc....) - La réalisation des protections collectives définitives intégrées dans l'ouvrage, des accès définitifs, sera préférée à l'installation de protections et d'accès provisoires de chantier. - Chaque entreprise recherchera et mettra en œuvre des solutions permettant d'éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective. - Toute zone de travail à risque (chute d'objets, évolution de matériel, zone de montage, d'essais, etc....) sera signalée par tout moyen adapté (balisage, chaînette, panneau, etc....), par l'entreprise générant le risque. En outre, une surveillance de ces zones par une ou plusieurs personnes chargées d'en interdire l'accès est indispensable. - L'entreprise qui investit une zone du chantier, ou de l'ouvrage, est tenue de vérifier qu'elle ne présente pas de danger avant d'y faire travailler son personnel. Toute anomalie doit être signalée au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS.	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
74	<b>RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : PLANNING</b> La planification des travaux sera faite de manière à éviter les co activités génératrices de risques, notamment les travaux superposés, les travaux incompatibles, etc., conformément aux principes généraux de prévention. Les secteurs géographiques affectés aux différents travaux seront au besoin mentionnés. Le planning des travaux fera apparaître également les dates et périodes de mise à disposition des moyens communs définitifs ou provisoires, notamment d'accès, de circulation, de protection collective, de manutention, etc....	Maître d'Œuvre	Maître d'Œuvre	Avant démarrage

RISQUES LIES A L'AMIANTE: DISPOSITIONS COMMUNES A TOUTES ACTIVITES				
123	<p>Qu'il s'agisse d'opérations de <b>retrait / encapsulage</b> ou bien d'interventions sur des matériaux, équipements, matériels, articles susceptibles d'émettre des fibres d'amiante, et afin d'éviter tout risque de co- activité, les moyens adaptés seront mis en œuvre par l'entreprise afin de réduire au niveau le <b>plus bas techniquement possible</b> la durée et le niveau d'exposition des intervenants, et garantir l'absence de pollution des bâtiments, structures, installations dans lesquels ou dans l'environnement desquels sont réalisées les opérations.</p> <p><b>Ces moyens comprennent :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Des techniques et modes opératoires de réduction de l'empoussièrement : travail robotisé en système clos, imprégnation à cœur des matériaux (agents mouillants), démontage d'éléments, déconstruction.</li> <li>• Les mesures nécessaires de confinement et de limitation de la diffusion des fibres à l'extérieur de la zone des opérations : moyens de décontamination appropriés, et procédures de décontamination.</li> <li>• Le contrôle de l'empoussièrement grâce à un programme de mesures destinées à vérifier en permanence, dans toutes les zones de travaux, que le niveau d'empoussièrement ne dépasse pas les seuils prescrits par la réglementation. Ce programme de mesures est détaillé dans le plan de retrait ou d'encapsulage (PDRE – Travaux sous section 3) ou dans les modes opératoires d'intervention (intervention sous section 4).</li> </ul> <p><b>Moyens de protection collective</b></p>	Désamiantage	Désamiantage	Durée chantier
124	<p>Mettre en œuvre les moyens de <b>protection collective</b> destinés à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'abattage des poussières ;</li> <li>- L'aspiration des poussières à la source ;</li> <li>- La sédimentation continue des fibres en suspension dans l'air ;</li> <li>- La décontamination des intervenants, matériels, installations, équipements.</li> </ul> <p>En assurer l'<b>entretien</b> et faire procéder périodiquement aux vérifications prescrites par la réglementation.</p>	Désamiantage	Désamiantage	Durée chantier
125	<p><b>Signalisation de la zone de l'opération - Interdiction d'accès</b></p> <p>Mettre en place et entretenir une <b>signalisation efficace</b> de la zone de travaux amiante mentionnant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'interdiction absolue d'accéder à toute personne non concernée par les travaux sur l'amiante,</li> <li>- Le niveau d'empoussièrement estimé,</li> <li>- Les EPI obligatoires.</li> </ul> <p>Mettre en place et entretenir une <b>condamnation</b> de son accès par des dispositifs matériels.</p>	Désamiantage	Désamiantage	Durée chantier

126	<p><b>Mesures d'empoussièrement dues par l'entreprise</b></p> <p>Afin de maîtriser le risque de coactivité lié à la présence d'amiante, le programme de mesures établi par l'entreprise, détaillé dans le plan de retrait ou d'encapsulage (PDRE - Travaux sous section 3) ou dans les modes opératoires d'intervention (intervention sous section 4), comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les mesures pendant l'opération : à proximité des rejets des extracteurs, en zone d'approche du personnel, en zone de récupération base vie, en zone d'approche du sas déchet, environnementales dans les locaux affectés aux travaux, ainsi que dans les locaux adjacents occupés et les zones de passage du public.</li> <li>• La mesure dite de restitution 1, ou libératoire, effectuée avant la dépose du confinement.</li> </ul> <p>Les résultats de ces mesures sont consignés par l'entreprise dans un cahier tenu à disposition sur le lieu de l'opération.</p>	Désamiantage	Désamiantage	Durée chantier
127	<p><b>Amiante conservé</b></p> <p>Les éléments conservés ou encore en place durant certaines phases seront identifiés clairement avant le démarrage des travaux par un marquage bien visible et lisible : "DANGER AMIANTE"</p>	Désamiantage	Désamiantage	Durée chantier
119	<p><b>RISQUES LIES A L'AMIANTE: ENCAPSULAGE OU RETRAIT Y COMPRIS AVANT DEMOLITION (Travaux sous section 3)</b></p> <p><b><u>Rappel des principales dispositions applicables à tous types d'ouvrages (bâtiment, route, autoroute, voie ferrée, ouvrage d'art, canalisation, équipement, etc...) :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Depuis le 1er Juillet 2014 l'entreprise sera obligatoirement titulaire d'une certification pour réaliser les travaux d'encapsulage ou de retrait d'amiante, y compris les entreprises de génie civil en extérieur (par exemple travaux ou interventions sur enrobés, voies ferrées, réseau de canalisations, etc...)</li> <li>- Le personnel intervenant sera formé et recyclé.</li> <li>- L'évaluation des risques et le mesurage des empoussèrtements seront effectués par l'entreprise conformément aux dispositions réglementaires de l'article R.4412.126 du code du travail.</li> </ul> <p><b><u>L'entreprise établira :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage, tenu à disposition sur le chantier, qu'elle communiquera au moins un mois avant le démarrage des travaux aux organismes de prévention du lieu du chantier (inspecteur du travail, service prévention de la CARSAT, OPPBTP)</li> <li>- un rapport de fin de travaux contenant les éléments indiqués à R. 4412.139 du code du travail, qu'elle remettra au maître d'ouvrage pour intégration dans le DIUO et copie au Coordonnateur SPS.</li> </ul> <p>Préalablement à l'enlèvement total ou partiel du dispositif de confinement et à la restitution de la zone, l'entreprise procèdera aux examens, nettoyages, mesures et actions prescrites à R. 4412.140 du code du travail.</p>	Désamiantage	Désamiantage	Avant démarrage

122	<p><b>Plan de démolition, encapsulage ou retrait</b></p> <p>Transmettre au coordonnateur le plan de retrait approuvé, qui sera intégré dans le PPSPS. Respecter les mesures de prévention définies dans le plan de retrait.</p> <p>Transmettre votre plan de retrait aux organismes de prévention du lieu du chantier : inspection du travail, Service prévention de la CARSAT, OPPBTP.</p> <p>Tenir un exemplaire à disposition sur le chantier. Mettre à jour ce plan en tant que de besoin.</p> <p>Transmettre au maître d'ouvrage le rapport de fin de travaux contenant les éléments indiqués à R.4412.139 du code du travail.</p> <p><b>R.4412.139</b></p> <p>En fin de travaux, l'employeur établit un rapport de fin de travaux contenant tous les éléments relatifs au déroulement des travaux notamment les mesures de niveau d'empoussièrement, les certificats d'acceptation préalable des déchets et les plans de localisation de l'amiante mis à jour.</p> <p>Le rapport de fin de travaux est remis au donneur d'ordre qui l'intègre, le cas échéant, au dossier des interventions ultérieures sur l'ouvrage. Il peut être consulté dans les conditions prévues à l'article R. 4412-134.</p>	Désamiantage	Désamiantage	Avant démarrage
11	<p><b>RISQUES LIES A L'ENDOMMAGEMENT DE RESEAUX</b></p> <p>Avant tout travaux, l'entreprise doit être en possession de l'ensemble des documents issus des DT, des DICT (plans, recommandations des exploitants réseaux .....), des résultats des investigations complémentaires si réalisées en phase projet, des fiches techniques issues du "guide technique fascicule 2" correspondants aux opérations à réaliser (<a href="http://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr">http://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr</a>)</p> <p>Le personnel affecté aux travaux (encadrant et opérateurs) sera titulaire d'une autorisation d'intervention à proximité des réseaux (AIPR).</p> <p>L'entreprise devra mettre en œuvre les techniques de travaux en tenant compte de la précision de l'outil employé et de l'incertitude de localisation des ouvrages existants.</p> <p>Dans le cas de la découverte de réseaux non répertoriés, elle devra arrêter son intervention et en informer la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre et le coordonnateur SPS. La zone concernée sera correctement balisée par la mise en place d'une signalétique informant du danger avec interdiction d'entreprendre des travaux dans cette zone.</p> <p>Il en sera de même en cas d'endommagement ou de suspicion d'endommagement des réseaux.</p>	Tous Intervenants	Tous Intervenants	Durée chantier
66	<p><b>Techniques d'intervention</b></p> <p>L'entreprise adapte la technique de travaux en fonction de l'incertitude du positionnement de l'ouvrage existant (A,B,C). Ce choix tient compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Des prescriptions de distance à respecter selon la technique envisagée,</li> <li>• Du gabarit extérieur de l'outil de terrassement ou de découpe,</li> <li>• De la précision de manœuvre de l'outil,</li> <li>• Des caractéristiques du sous-sol,</li> <li>• De la distance d'approche.</li> </ul>	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier

113	<p><b>Situation d'arrêt de travaux</b></p> <p>Dans le cas de découverte de réseaux non répertoriés, l'entreprise devra arrêter son intervention et en informer la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre et le coordonnateur SPS. La zone concernée sera correctement balisée par la mise en place d'une signalétique informant du danger, ainsi que tous travaux dans cette zone.</p>	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
96	<p><b>Endommagement ou suspicion d'endommagement d'un réseau</b></p> <p>En cas d'endommagement ou de suspicion d'endommagement, l'entreprise contactera l'exploitant du réseau concerné, le maître d'ouvrage et le coordonnateur SPS. Elle appliquera la règle des 4A : <b>ARRÊTER - ALERTER - AMÉNAGER - ACCUEILLIR</b></p>	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
45	<p><b>RISQUES LIES AUX TRAVAUX EN FOUILLE OU EN EXCAVATION</b></p> <p>Avant tout travaux l'entreprise doit s'informer de l'existence éventuelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>de terre rapportée sur la zone de ses travaux</li> <li>de réseaux ou canalisations enterrés</li> <li>des risques d'impregnation du sous-sol par des produits chimiques dangereux</li> </ul> <p>Les fouilles et excavations devront être réalisées, aménagées et signalées dans les conditions prescrites par le code du travail. Elles seront en particulier blindées ou talutées afin de prévenir tout risque d'ensevelissement des personnes devant effectuer des interventions en fond de fouille. Des moyens d'évacuation rapide seront mis en place. Des moyens de franchissement seront positionnés sur les fouilles de largeur supérieure à 0,40m. Les parois des fouilles en tranchée ou en excavation devront être aménagées de façon à prévenir les éboulements.</p>	Gros Oeuvre	Gros Oeuvre	Avant interv.
128	<p><b>RISQUES LIES A L'AMIANTE: INTERVENTION SUR LES MATERIAUX, EQUIPEMENTS, MATERIELS, ARTICLES SUSCEPTIBLES DE PROVOQUER L'EMISSION DE FIBRES (Interventions sous section 4)</b></p> <p><b>Rappel des principales dispositions applicables à tous types d'ouvrages (bâtiment, route, autoroute, voie ferrée, canalisation, équipement, etc...) :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le personnel intervenant sera formé et recyclé.</li> <li>- L'évaluation des risques et le mesurage des empoussièrtements seront effectués par l'entreprise conformément aux dispositions de l'article R.4412.126 du code du travail.</li> <li>- Pour chaque processus de travail, une personne qualifiée de l'entreprise établira un mode opératoire, et le transmettra, ainsi que ses mises à jour, aux organismes de prévention du lieu de l'établissement, ainsi qu'aux organismes du lieu de l'intervention (Inspection du travail, CARSAT, OPPBTP).</li> </ul> <p>Pour les interventions <b>supérieures à 5 jours</b>, l'entreprise transmettra en outre à l'inspecteur du travail, la CARSAT et l'OPPBTP :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le lieu, la date de commencement et la durée de l'intervention ;</li> <li>- La localisation de la zone à traiter et la description de l'environnement de travail ;</li> <li>- Le DTA et les rapports de repérages avant travaux ;</li> <li>- La liste des intervenants, avec indication de la date de délivrance des attestations de compétence, et des visites médicales ;</li> <li>- La liste des secouristes affectés au chantier et la date de validité de leur formation.</li> </ul>	Désamiantage	Désamiantage	Durée chantier

129	<b>Modes opératoires amiante</b> Transmettre vos modes opératoires aux organismes de prévention du lieu du chantier : inspection du travail, Service prévention de la CARSAT, OPPBTP. Tenir un exemplaire à disposition sur le chantier. Mettre à jour ces modes opératoires en tant que de besoin. Transmettre au coordonnateur vos modes opératoires approuvés, qui seront intégrés dans le PPSPS. Respecter les mesures de prévention définies dans ces modes opératoires.	Désamiantage	Désamiantage	Durée chantier
40	<b>RISQUES LIES AUX ARMATURES ET TUBES EN ATTENTE</b> L'utilisation des embouts de protection de diamètre inférieur à 50 mm est interdite sur le chantier car ces dispositifs n'offrent pas une protection suffisante contre le risque de perforation ou d'empalement dus aux armatures ou tubes en attente. Les entreprises qui génèrent ce risque doivent impérativement se rapprocher de leur bureau d'études afin de prévoir et mettre en œuvre, dès la conception, des solutions techniques offrant un bon niveau de protection, telles que le façonnage en «U» inversé, la pose d'armature horizontale, le crossage, le tubage, etc. A défaut, prévoir des gouttières de sécurité en PVC.	Lots Concernés	Lots Concernés	Durée chantier
14	<b>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR</b> Les mesures adaptées devront être retenues afin de réduire au minimum les travaux et déplacements en hauteur susceptibles d'exposer les intervenants à un risque de chute. A cette fin, les modes opératoires de l'entreprise devront prévoir chaque fois que cela est possible, l'assemblage des éléments au sol et la mise en œuvre de dispositifs d'accrochage ou de décrochage à distance. Dans l'hypothèse où les déplacements en hauteur ne peuvent être évités, les entreprises mettront en œuvre, après évaluation de risques et selon les modes opératoires retenus des moyens collectifs de protection, définitifs ou provisoires, tels que des garde-corps, des surfaces de recueil, etc. Le port d'un système individuel d'arrêt de chute sera exclusivement réservé aux cas où la mise en œuvre des moyens collectifs de protection s'avère impossible.	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
100	<b>Protection collective en sous face - filets de recueil</b> Mettre en place une protection collective (filet de recueil) en sous face de toiture conformément à la recommandation R 446. Transmettre au coordonnateur votre mode opératoire, qui sera intégré dans le PPSPS.  <u>Rappel des principales dispositions:</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Etudier les moyens d'accrochage et de dépose du filet préalablement à leur installation et proscrire les moyens de fortune.</li> <li>• Etudier pour la mise en place et la dépose des filets une méthode visant à éviter les risques de chute et faisant appel en priorité, à l'utilisation de PEMP (plate-forme élévatrice mobile de personnel), à défaut, à l'utilisation de systèmes d'arrêt de chutes (par exemple harnais avec antichute à rappel automatique et absorbeur d'énergie).</li> <li>• S'assurer de la présence et de la résistance de points d'ancrage, de la sécurité d'accès à ces points et de la continuité de la protection, pour la dépose, (utilisation de perche pour couper les estropes par exemple).</li> </ul>	Lot Concerné	Lot Concerné	Avant démarrage



80	<b>Réception des filets de recueil</b> Réceptionner les filets avant d'autoriser les travaux prévus. Un procès-verbal (PV) sera établi lors d'une visite commune entre le donneur d'ordres (en général l'utilisateur) et l'installateur (ou poseur), mais signé par les deux parties. La vérification de la conformité de l'installation au dossier technique est indispensable. Tenir à disposition la notice d'instructions du fabricant accompagnant le filet.	Lot Concerné	Lot Concerné	Avant démarrage
25	<b>Vérification régulière des filets en service</b> Veiller au maintien des filets dans le même état de conformité et sans modification depuis la réception, par une vérification régulière confiée à une personne compétente. Cette personne doit vérifier notamment au moins une fois par semaine : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le bon état des filets,</li> <li>• Leur tension,</li> <li>• La bonne conservation des systèmes de fixation et des points d'accrochage.</li> </ul> Renforcer ou remplacer, autant que de besoin, appareils de fixation et points d'accrochage. En cas de modification de l'installation, établir un nouveau procès-verbal.	Lot Concerné	Lot Concerné	Durée interv.
41	<b>Documentation sur les filets à détenir sur chantier</b> Tenir à disposition l'analyse des besoins et le procès-verbal de réception des filets. Ces documents doivent pouvoir être présentés à la demande des organismes de prévention lors d'une visite de chantier. Tenir à disposition la notice d'instructions du fabricant accompagnant le filet.	Lot Concerné	Lot Concerné	Durée interv.
85	<b>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION DE PEMP</b> La conduite des PEMP (Plate-forme Elévatrice Mobile de Personne) est subordonnée à l'obtention d'une autorisation de conduite délivrée par le chef d'entreprise attestant de la formation et de l'aptitude médicale des opérateurs. Le matériel sera conforme et à jour des contrôles réglementaires.	Lots Concernés	Lots Concernés	Durée chantier
32	<b>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION D'ECHAFAUDAGES</b> Le montage, le démontage ou la modification sensible d'un échafaudage ne doit être effectué que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs ayant reçu une formation à la sécurité spécifique. En conséquence, il est formellement interdit à tout utilisateur d'apporter quelques modifications que ce soit, à l'échafaudage, de sa propre initiative. Lorsque des plateformes ou des échafaudages de pied sont prévus, ils seront construits dans le respect des prescriptions réglementaires qui leur sont applicables. Les dispositions des recommandations CNAM R.408 "Montage, utilisation et démontage des échafaudages de pied", et R.457 "Prévention des risques liés au montage, au démontage et à l'utilisation des échafaudages roulants" seront appliquées.	Lots Concernés	Lots Concernés	Durée chantier
26	<b>Localisation</b> Mettre en adéquation l'échafaudage avec la nature et la position des travaux à réaliser, et faire effectuer sa vérification Procéder à la réception de l'échafaudage avant toute utilisation.	Lots Concernés	Lots Concernés	Durée chantier
95	<b>Préparation du sol</b> Faire effectuer le nivelage et le compactage du sol avant de commencer le montage de l'échafaudage.	Lots Concernés	Lots Concernés	Avant démarrage

117	<b>Ancrages</b> Mettre en place les ancrages et amarrages, suivant notice ou plan de montage	Lots Concernés	Lots Concernés	Durée chantier
59	<b>Panneau d'identification</b> Mettre en place le panneau réglementaire.	Lots Concernés	Lots Concernés	Durée chantier
20	<b>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION D'ECHELLE D'ESCABEAU ET MARCHÉ PIEDS</b> Les échelles, escabeaux, et marche pieds ne peuvent pas être utilisés comme postes de travail conformément au code du travail. La mise en place de plateformes individuelles roulantes, convenablement protégées contre les risques de chutes de hauteur, permet de satisfaire aux principes généraux de prévention	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
81	<b>TRAVAUX SUPERPOSES GENERANT DES RISQUES DE CHUTES D'OBJETS</b> Les travaux superposés <b>sont pros crits</b> : privilégier les mesures de planification et, en cas d'impossibilité, mettre en oeuvre des moyens de réception ou de protection dont la résistance sera compatible avec l'importance des charges susceptibles de chuter. L'entreprise sera tenue de prendre toutes dispositions qu'impose le risque : <ul style="list-style-type: none"> <li>• en installant tous matériels ou matériaux pour qu'ils ne puissent tomber accidentellement,</li> <li>• en limitant la hauteur de stockage et en tenant compte des caractéristiques des objets et de leur emballage,</li> <li>• en interdisant l'accès de la zone par un balisage approprié,</li> <li>• en mettant en place des auvents, filets, platelages, etc.... ,</li> <li>• en installant des protections basses (plinthes) en périphérie de la zone de travail.</li> </ul>	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
49	<b>TRAVAUX GENERANT DE FORTES NUISANCES : BRUIT, POUSSIÈRES</b> <b>Nuisances dues au bruit :</b> Respecter strictement la réglementation en vigueur lors de l'utilisation d'engins de chantier bruyants. Mettre en oeuvre tous les moyens et dispositions nécessaires tels que capotage, écran, silencieux, pièges à son etc..., afin de ne pas dépasser les limites réglementaires en matière de niveaux acoustiques. <b>Nuisances dues aux poussières :</b> Limiter les travaux occasionnant la production de poussières. <b>En cas d'impossibilité :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• ventiler les locaux hors d'air.</li> <li>• humidifier les matériaux ou le sol.</li> <li>• aspirer les poussières à la source.</li> </ul>	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
84	<b>RISQUES DE MALADIES PROFESSIONNELLES</b> Les travaux susceptibles de générer des risques de maladies professionnelles seront indiqués dans le PPSPS de l'entreprise. Le guide des maladies professionnelles est consultable sur le site de l'INRS.	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier



## 4. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER

### 4.1. INTERFERENCES AVEC UN ETABLISSEMENT EN ACTIVITE SUR LE SITE OU AU VOISINAGE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
120	<p><b>DELIMITATION DU CHANTIER - MATERIALISATION DES ZONES DANGEREUSES</b></p> <p>Le chantier devra être rendu clos et indépendant de la partie de l'établissement dans lequel il se déroule, ou d'un établissement voisin, maintenu en activité, par une clôture de chantier. En règle générale, l'accès aux zones de l'établissement en activité, ou à l'établissement voisin, sera interdit au personnel du chantier. Lorsque cet accès sera rendu nécessaire, le responsable de l'établissement concerné en précisera les conditions pratiques telles que les horaires, les itinéraires, les zones interdites, la matérialisation des zones dangereuses, l'accompagnement, les consignes, etc.... Il communiquera par écrit au maître d'ouvrage, au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS ces conditions d'accès.</p>	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
121	<p><b>Matérialisation des zones dangereuses</b></p> <p>Pour rappel, aucune personne étrangère à l'opération ne doit pouvoir pénétrer dans cette zone. Pour cela :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Il sera nécessaire de mettre en place une signalétique adaptée (panneaux d'interdiction au chantier)</li> <li>- Sécuriser les accès à la zone de travaux afin de s'assurer que cette zone soit toujours fermée et inaccessible à toutes personnes étrangères au chantier.</li> </ul> <p>Le responsable de l'établissement concerné précisera les conditions pratiques telles que les horaires, les itinéraires, les zones interdites, la matérialisation des zones dangereuses, l'accompagnement, les consignes, etc.... Il communiquera par écrit au maître d'ouvrage, au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS ces conditions d'accès.</p>	Tous Intervenants	Tous Intervenants	Durée chantier

## 5. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

### 5.1. ORGANISATION DES SECOURS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
46	<p><b>APPEL DES SERVICES D'URGENCE - MOYEN D'APPEL - CONSIGNES AUX INTERVENANTS</b></p> <p>Les numéros d'appel des services d'urgence seront affichés sur le chantier et mentionnés sous forme de consigne, dans le PPSPS de chaque entreprise.</p> <p>Ces numéros ainsi que la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incendie, seront communiqués à chaque salarié y compris intérimaire, lors de l'accueil sécurisé à son arrivée sur le chantier et affichés dans les locaux affectés aux travailleurs.</p> <p>Un moyen d'appel de secours sera à disposition, en permanence, sur le chantier.</p>	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
71	<p><b>Numéros d'appel d'urgence - Cas général</b></p> <p>Reprendre les consignes en cas d'accident grave et les différents numéros d'appels de secours dans votre PPSPS. Donner une information spécifique sur l'organisation des secours à chaque salarié lors de son arrivée sur le chantier.</p> <p>N° à composer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>SAMU : 15</b> ou <b>112</b> et le <b>114</b> (pour les sourds et mal entendants, permettant l'envoi de SMS ou de FAX) à partir d'un téléphone fixe ou mobile.</li> <li>• <b>Police ou Gendarmerie : 17</b></li> <li>• <b>Sapeurs pompiers : 18</b></li> </ul>	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
83	<p><b>Téléphone mobile</b></p> <p>Pour l'appel des secours, doter en permanence chaque chef d'équipe d'un téléphone portable en état de fonctionnement et lui rappeler que le numéro d'appel par ce type d'appareil est le 112.</p>	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
115	<p><b>ACCES DES SECOURS AU CHANTIER - MOYEN D'EVACUATION - PLAN DE SECOURS</b></p> <p>Toutes dispositions doivent être prises pour faciliter :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'intervention des secours et diminuer le délai de leur intervention.</li> <li>• l'évacuation rapide des victimes, y compris par des moyens spécifiques et particuliers si les travaux l'exigent.</li> </ul> <p>Le chantier sera clairement identifié, ses accès seront repérés et balisés.</p> <p>Si nécessaire, des accès au chantier et des voies de circulation sur le chantier seront réservés aux secours.</p> <p>Elles seront dégagées en permanence et parfaitement circulables.</p>	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
2	<p><b>SAUVETEURS - SECOURISTES DU TRAVAIL (SST) - TROUSSE DE SECOURS</b></p> <p>Des mesures appropriées doivent être prises pour donner rapidement les premiers secours à toute personne blessée au cours du travail.</p> <p>Pour ce faire il convient d'affecter au chantier un nombre suffisant de sauveteurs secouristes du travail (SST) (recommandation CARSAT : 10% de l'effectif présent), correctement répartis sur l'ensemble des zones de travaux.</p> <p>Le PPSPS de chaque entreprise précisera la liste des secouristes, à jour de leur recyclage, présents sur le chantier.</p>	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier

31	<p><b>Liste des SST</b></p> <p>Fournir la liste des SST de votre entreprise, présents sur le chantier. Si vous n'en disposez pas, former du personnel affecté au chantier.</p>	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Avant interv.
38	<p><b>Trousse des premiers soins</b></p> <p>Chaque entreprise doit prévoir sur son chantier les moyens d'assurer le premiers soins à une personne blessée. Une trousse de premier secours doit être à disposition, sous la responsabilité d'une personne formée au Sauvetage Secourisme du Travail.</p>	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
58	<p><b>TRAVAILLEURS ISOLES</b></p> <p><b>Rappel</b> : un travailleur isolé est celui qui effectue une tâche, dans un environnement de travail, où il ne peut-être vu ou entendu directement par d'autres et où la probabilité de visite est faible. L'entreprise recherchera, autant que possible, les moyens <b>d'éviter</b> ces situations de travail. En cas d'impossibilité, dans le cadre de son analyse de risque, l'entreprise <b>définira</b> dans son PPSPS les moyens organisationnels mis en oeuvre pour assurer la sécurité du travailleur isolé (moyens d'alerte - DATI, moyens de surveillance, organisation particulière, etc...)</p>	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier

## 6. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

### 6.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
88	<p><b>MODALITES PRATIQUES DE COOPERATION ENTRE LES INTERVENANTS</b></p> <p><u>Art. L. 4121-5.</u> Lorsque dans un même lieu de travail les travailleurs de plusieurs entreprises sont présents, les employeurs coopèrent à la mise en oeuvre des dispositions relatives à la santé et à la sécurité au travail. Chaque entrepreneur a pour obligation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>de communiquer au maître d'ouvrage, au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS les noms et coordonnées des sous-traitants auxquels il envisage de confier des travaux.</li> <li>de transmettre un exemplaire du Plan Général de coordination, ainsi que les mises à jour, à chacun de ses sous-traitants.</li> </ul> <p><b>Sous-traitants</b></p>	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Avant démarrage
7	<p>Communiquer la liste de vos sous-traitants, leurs coordonnées et la nature des travaux sous-traités.</p>	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Avant interv.
106	<p><b>Réponses aux observations du coordonnateur SPS</b></p> <p>Nous vous rappelons que vous devez apporter par écrit au coordonnateur les réponses aux observations vous concernant, conformément aux dispositions de l'article R. 4532-38 du code du travail. Veuillez utiliser la fiche réponse jointe aux observations qu'il vous a transmises, la compléter, et la lui retourner par mail.</p>	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
19	<p><b>PPSPS</b></p> <p>Rappel des dispositions du code du travail : sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous traitantes et travailleurs indépendants, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur SPS.</p>	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Avant interv.
77	<p><b>Rappel</b></p> <p>Article R4532-56 : L'entrepreneur dispose de 30 jours à compter de la réception du contrat signé par le maître de l'ouvrage pour remettre son PPSPS - y compris sous-traitants Article L4744-5 : La non remise d'un PPSPS est puni d'une amende de 9 000 €. La récidive est punie d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de 15 000 €. Aucune entreprise, ou sous-traitants ne pourra démarrer ses travaux sans remise de son PPSPS</p>	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
24	<p><b>Remise du PPSPS au coordonnateur</b></p> <p>Transmettre au CSPS votre PPSPS ainsi que celui de vos sous-traitants par mail : guillaume.simon@apave.com</p>	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Avant intervention

15	<p><b>Mise à jour du PPSPS</b></p> <p>Si vos travaux évoluent en cours de chantier, établir une mise à jour de votre PPSPS et la faire parvenir au coordonnateur SPS.</p>	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
62	<p><b>INSPECTION COMMUNE</b></p> <p>Rappel des dispositions réglementaires : l'inspection commune est obligatoire avant l'intervention de chaque entreprise sur le chantier.</p> <p>En cas de sous-traitance de tout ou partie des travaux, l'entreprise doit obligatoirement participer à l'inspection commune avec chacun de ses sous-traitants.</p>	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Avant interv.
17	<p><b>Demande d'inspection commune avant démarrage travaux</b></p> <p>Toute entreprise n'ayant pas réalisé son inspection commune et devant débiter son intervention ou devant faire débiter son sous-traitant <b>doit obligatoirement prendre rendez vous avec le coordonnateur SPS au moins 15 jours avant le début de l'intervention</b>, pour effectuer l'inspection commune.</p>	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Avant interv.

## 7. ANNEXES

### 7.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE

#### 7.1.1. intervenants

Fonction	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
Maître d'ouvrage	INRAE 2, Place Pierre Viala 34060 MONTPELLIER France		
Maître d'ouvrage personne physique	INRAE SPA 2, Place Pierre Viala 34000 MONTPELLIER France	M. GOURDIN Renaud	0673837196 renaud.gourdin@inrae.fr
Maître d'oeuvre	CBIT 24, Rue Victor Hugo 09 500 MIREPOIX France	M. BARDOU Vincent	0561684700 0681260978 0561684705 vincent.bardou@cbit.fr
Coordonnateur SPS - Phase de Conception	APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE - PERPIGNAN 3,Avenue de l'Occitanie ZAC Le Monestié 34760 BOUJAN-SUR-LIBRON France	M. MARAMBAT DAMIEN	damien.marambat@apave.com
Coordonnateur SPS - Phase de Réalisation	APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE - PERPIGNAN 3,Avenue de l'Occitanie ZAC Le Monestié 34760 BOUJAN-SUR-LIBRON France	M. MARAMBAT DAMIEN	damien.marambat@apave.com

### 7.1.2. organismes de préventions institutionnels

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
DDTEFP	DREETS 76 Bd Aristide Briand 66026 PERPIGNAN France		0468668825 0468672882
CRAM	CARSAT Avenue Jacques de Vaucanson 66 600 RIVESALTES France	M. CARSAT MATEUS Frédéric	frederic.mateus@carsat-lr.fr
OPPBTP	OPPBTP - ORGANISME PROFESSIONNEL DE PREVENTION DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS 120, Avenue Nina Simone 34 000 MONTPELLIER France	M. ROIG Stephane	0467634750 0467545414 montpellier@oppbtp.fr

Légende : **OPC** : Ordonnancement Pilotage et Coordination de travaux - **DIRECCTE** : Direction Régionale des Entreprises de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi - **CARSAT** : Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail - **OPPBTP** : Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics - **MSA** : Mutualité Sociale Agricole

### 7.1.3. Services d'urgences

Services	Téléphone (T) Fax (F)
SAMU	<b>15</b> (à partir d'un tel. fixe) ou <b>112</b> (à partir d'un tel. mobile)
Police ou gendarmerie	<b>17</b>
Pompiers	<b>18</b>

### 7.1.4. Autres

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone (T) Fax (F) Mail
----------------	---------	--------------	----------------------------



### 7.1.5. listes des entreprises

La liste des entreprises est tenue à jour au fur et à mesure du déroulement de l'opération dans le registre journal de la coordination.

N° Lot	LOT / TRAVAUX	ENTREPRISE Interlocuteur du CSPS	Téléphone Fax	INTERVENTIONS				DATE	
				Début	Fin	Durée	Effectif	IC	PPSPS
01	GROS OEUVRE	<i>Non désigné</i>							
02	ELECTRICITE	<i>Non désigné</i>							
03	DEMOLITION DECONSTRUCTION	<i>Non désigné</i>							

## 7.2. RECHERCHE ET IDENTIFICATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE

Les documents de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante communiqués par le maître d'ouvrage sont joints au DCE.

## 7.3. CALENDRIER DES TRAVAUX

Calendrier des travaux :

- Voir DCE

## 7.4. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER

Plan d'installation de chantier :

- Voir DCE

## 7.5. REGLEMENT INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT D'ACCUEIL

Règlement de l'établissement en activité à l'intérieur ou à proximité duquel se déroule le chantier :

- non fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination.

## 7.6. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)

PLAN PARTICULIER SIMPLIFIE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

Tous les entrepreneurs, indépendants compris, intervenant sur le site doivent établir un PPSPS dans les délais suivants :

- Entrepreneur titulaire d'un contrat de travaux : 30 jours à compter de la réception du contrat signé.
- Entrepreneur sous-traitant : 30 jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire.

Cas particuliers :

- ce délai est ramené à 8 jours pour les travaux de second oeuvre dans une opération de bâtiment, ou pour les travaux accessoires dans une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci ne figurent pas sur la liste des travaux comportant des risques particuliers (Arrêté du 25.02.2003).
- Dans le cas de travaux de démolition, de retrait ou de confinement d'amiante, la diffusion devra être faite 1 mois avant leur début.

Le PPSPS est établi en fonction :

- des contraintes propres à l'opération
- des obligations générales de sécurité applicables à toute entreprise.
- des prescriptions particulières du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Un PPSPS doit analyser de manière détaillée les procédés de construction et d'exécution, ainsi que les modes opératoires retenus dès lors qu'ils ont une incidence sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs opérant sur le site. Il doit être impérativement adapté au chantier et aux travaux de l'entreprise.

Il doit définir les risques prévisibles liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations mis en oeuvre, à l'utilisation de substances ou préparations, aux déplacements du personnel, à l'organisation du site, et décrire les mesures de sécurité mises en oeuvre pour supprimer ces risques.

Le PPSPS énumère le contenu des renseignements que l'entreprise doit fournir ainsi que les mesures qu'elle entend prendre pour assurer la sécurité de son personnel et de celui des autres entreprises travaillant sur le chantier.

Un PPSPS est tenu à jour durant le chantier : il fait l'objet des modifications ou additifs nécessités par l'évolution du chantier.

Préalablement à toute intervention, chaque entrepreneur procédera à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur sécurité en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer. Cette inspection commune aura lieu avant la diffusion définitive du PPSPS de manière à intégrer éventuellement dans ce document les consignes résultant de l'inspection.

Chaque entreprise intervenante devra diffuser son PPSPS au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé avant le début de son intervention sur le chantier.

En outre, l'entreprise chargée du gros oeuvre et/ ou de travaux à risques particuliers diffusera son PPSPS à l'Inspection du Travail, la CARSAT (Ex. CRAM) ou la MSA, l'OPPBTP.

Dans le cas d'opération de construction de bâtiment, le coordonnateur de sécurité transmettra aux entrepreneurs, ou laissera en consultation sur le chantier, un exemplaire du plan particulier de sécurité et de protection de la santé du gros oeuvre ou du lot principal et des lots réalisant des travaux à risques particuliers.

Tout plan particulier de sécurité et de protection de la santé peut être obtenu par chacun des entrepreneurs participant à l'opération sur simple demande auprès du coordonnateur SPS.